

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 & 2 : L'édito / p.2 : International / p.3 à 5 : Place au débat : Semestre européen / p.6 & 7 : Services publics p.8 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Ainsi donc Macron a parlé. Il a tenu cette conférence tant attendue... par les médias à sa botte. Ce show télévisé prétendait clôturer le fameux « grand débat » qui a permis au toujours candidat Emmanuel Macron de se payer des heures d'apparitions télévisées, pendant la campagne européenne, pour lui et ses aficionados. Mais toutes ses tentatives et celles de ses inféodés, gouvernement, députés LREM et BFM aux ordres, n'ont réussi à enfumer personne. Près de 2/3 des Français ne l'ont pas trouvé convaincant – il fait moins bien que Hollande à même époque de mandat. On peut les comprendre. Faisons le bilan des annonces.

ISF : on sait que les Français plébiscitent le retour de cet impôt qu'ils considèrent comme un des instruments de la redistribution. Nada. Rien. Comme Macron l'avait déjà dit. Aucune annonce non plus de réforme pour plus de justice fiscale. Une augmentation du nombre de tranches pour l'impôt sur le revenu ? Une plus forte imposition du bénéfice des sociétés ? vous rêviez !

Le gel du salaire des fonctionnaires ? Maintenu. **Le Smic ?** Rien. Pourtant 92% des Français réclament son augmentation. Et mieux, 1 Français sur 2 préconise une augmentation de 25% des salariés les moins bien payés et une baisse de 40% des revenus des grands patrons. Ce n'est pas difficile d'y voir la marque d'un refus de ces inégalités criantes et croissantes des revenus.

Retraites. Alors là, chapeau pour la désinformation (langage poli) ou pour le gros mensonge (réalité

toute crue). Il n'y aura aucune ré-indexation des petites retraites l'année prochaine, comme faussement annoncé, simplement pas de sous-indexation... puisque le Conseil d'Etat l'avait interdite, suite à la saisine de parlementaires. Le gouvernement va donc seulement sous-indexer les retraites au-delà de 2000€... alors que 88% des Français s'opposent à toute baisse des retraites.

Autre astuce qui relève du mensonge : on ne touchera pas à l'âge légal du départ en retraite. Mais on augmentera la durée de cotisation. Expliquez-moi la différence au final !

Et pour le chômage, on annonce – sans mode d'emploi – une **augmentation du temps de travail**. Il se moque de nous ou il marche sur la tête ? Les 2, mon capitaine.

Côté démocratie, bien sûr, aucune avancée sur le **référendum d'initiative citoyenne**. Trop dangereux de laisser le peuple se mêler de ce qui le concerne.

Un autre joli travestissement de la vérité qui ne passe pas : celui du moratoire sur **les fermetures de services publics**. On ne fermera plus d'hôpitaux et de maternités de proximité pendant 2 ans. Certes : c'est déjà fait et aucune réouverture n'est programmée. Par contre, on ferme des services en chirurgie, en urgence..., on ferme des lits, on supprime du personnel ; on transforme les maters en « centre de périnatalité ». Bientôt, on récompensera les services hospitaliers qui dirigeront vers le privé (ce n'est pas une plaisanterie). !

(Suite page 2)



L'ÉDITO (suite)

On ne fermera plus d'école non plus... seulement des classes. Au secours Gauvain Sers (« Les oubliés ») Et les bureaux de poste ? Dans un Franprix ! Et les boutiques SNCF ? Dans les bureaux de tabac ! Bref une grosse séance de foutage de g... (pardon !) : c'était ça la réponse de Macron à l'épisode 23 des gilets jaunes. Faisant fi de l'exaspération populaire, ignorant une mobilisation inédite depuis 50 ans, il poursuit sa méprisante contre-révolution libérale.

Il semble cependant que les Français, après s'être longuement détournés de l'action collective, ne veuillent plus baisser les bras. Voici 5 mois ½ que dure le mouvement populaire des GJ. Les collectifs citoyens de défense des Services publics se multiplient et se pérennisent malgré les difficultés. Les journées d'action syndicale deviennent de plus en plus unitaires, condition et gage de leur réussite.

Une lueur à l'horizon.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



TURQUIE :

L'AKP du président Erdogan avait fait de sa victoire aux municipales du 31 mars une "question de survie" pour le pays. C'était sans doute, en effet, une question importante pour la survie de son régime islamiste et libéral. Mais, après avoir perdu les principales villes, les résultats des municipales sont un camouflet pour Erdogan.

L'AKP qui a subi un revers cinglant en perdant à Ankara et en arrivant derrière l'opposition à Istanbul, deux villes contrôlées par les islamistes depuis 25 ans, a refusé de reconnaître sa défaite et fait recompter les voix à Istanbul et Ankara.

Certes l'AKP est arrivé en tête de ce scrutin à l'échelle nationale, mais on sait que dans les provinces les pressions et menaces et la fraude sont plus faciles que dans les grandes villes. Les médias, contrôlés à 95 % par le pouvoir en place, n'ont jamais donné la parole à l'opposition. Leurs affiches n'avaient pas droit de cité alors que les posters géants de M. Erdogan s'étaient étalés à chaque coin du paysage urbain.

Erdogan avait mis tout son poids dans la campagne pour ces élections qui s'annonçaient comme difficiles en raison de la tempête économique que traverse la Turquie, avec la première récession en 10 ans, une inflation de 20%, un chômage en hausse, la croissance en berne, la production industrielle qui baisse et les prix des produits alimentaires qui se sont mis à grimper.

Le scrutin de dimanche opposait deux blocs : d'un côté, l'AKP et ses alliés ultranationalistes du MHP. De l'autre, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et l'Iyi (droite), soutenus par les pro-kurdes du Parti démocratique des peuples (HDP). Ces derniers ont récupéré plusieurs villes dans le sud-est à majorité kurde du pays, comme Diyarbakir et Van où ses maires avaient été remplacés par des administrateurs publics nommés par le gouvernement dans un contexte de pressions croissantes contre ce parti depuis 2016.

« *Le printemps est arrivé à Ankara, il ne va pas tarder à Istanbul* », a prédit Kemal Kılıçdaroglu, le secrétaire général du CHP, rappelant que ces élections étaient « *les plus antidémocratiques* » qu'il ait jamais connues.



SOUDAN :

On en a moins parlé que de l'Algérie, plus proche de nous et pas seulement géographiquement, mais la rue de **Khartoum – parmi laquelle 70% de femmes !** - a aussi réussi, au Soudan, à renverser le **régime islamo-dictatorial d'Omar el-Béchr**

Après trois décennies, c'en est fini du pouvoir personnel de celui-ci. Une révolution, née de la fureur de voir le prix du pain tripler le 19 décembre par la volonté de l'exécutif, a eu raison de l'autocrate et de son gouvernement.

Après beaucoup de tergiversation et pas mal de répression contre les manifestants, l'armée soudanaise a lâché le dictateur et l'a contraint à la démission. Depuis le début du mouvement les manifestants ont constamment demandé à l'armée de les rallier. Avant que les événements prennent cette tournure plus favorable pour les manifestants, 49 personnes sont mortes dans des violences liées à la contestation depuis que ces rassemblements ont commencé en décembre, d'après des sources officielles.

Depuis le renversement d'El Béchr, les médias publics ont annoncé que les prisonniers politiques avaient été libérés.

Un "conseil militaire de transition" va succéder à Omar el-Béchr pour deux ans, a affirmé ce jeudi le ministre de la Défense sur la télévision d'Etat.

La démocratie n'est pas encore certaine... Et les femmes n'ont pas encore gagné.



CORÉE DU SUD :

C'est une victoire pour le droit des femmes sud-coréennes. La Cour constitutionnelle du pays a ordonné jeudi la levée de l'interdiction de l'avortement. La loi qui le prohibait depuis 1953, au sortir de la guerre de Corée, a été jugée inconstitutionnelle à 7 voix contre 2 par la plus haute juridiction de l'Etat. L'interdiction devrait, à moins d'un amendement, tomber automatiquement dès le 1^{er} janvier 2021. Les Sud-Coréennes pourront alors recourir légalement à l'avortement, déjà très répandu dans le pays. Le 30 mars, plus d'un millier de femmes avaient manifesté à Séoul pour demander la fin de l'interdiction.

PLACE AU DÉBAT

SEMESTRE EUROPEEN : le rapport FRANCE

Par Jean-Claude Chailley

Le semestre européen 2020 arrive dans sa phase majeure: les Etats doivent présenter à la Commission européenne (CE) leurs budgets et programmes de réformes pour 2020 – 2022 mi-avril. La Commission européenne « cadre » ce qu'elle attend globalement et de chaque pays, dont la France.

C'est le « **Rapport 2019 pour la France comprenant un bilan approfondi des mesures de prévention et de correction des déséquilibres macroéconomiques** »

La CE constate : « L'activité économique a ralenti en France »

Depuis des années les gouvernements ont empilé les réformes. Les « efforts » devaient être suivis de jours heureux. Hélas : « **La croissance économique devrait diminuer, tout en restant supérieure à la croissance potentielle. Après s'être établi à 2,2 % en 2017, le taux de croissance du PIB a reculé à 1,5 % en 2018 et il est prévu qu'il atteigne 1,3 % en 2019 et 1,5 % en 2020.** » Le terme « supérieur à la croissance potentielle » signifie que la croissance risque fort de continuer à baisser... donc le chômage d'augmenter. D'autant que « *Le solde de la balance commerciale qui depuis longtemps se dégrade... s'est encore légèrement détérioré en 2017* » ...

→ **En résumé, la politique menée depuis les traités de Maastricht, Lisbonne, la merveille annoncée de l'introduction de l'euro... tous approuvés par la droite, par le PS,...n'ont produit que des résultats négatifs.**

Le bilan est désastreux, donc on continue...

« Heureusement » dit la CE « **le processus de réformes s'est poursuivi** ». Exact, elles sont toutes plus libérales les unes que les autres, composant un ensemble « CAP 2022 » de réforme - destruction de l'ensemble des services publics, de la fonction publique, démantèlement de la République.

Voir

http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/Bulletin_RESO_septembre_2018.pdf

La CE se félicite... de ce que nous combattons :

- Les réformes du système **d'enseignement « devraient permettre une amélioration des résultats de l'économie française** ». L'objectif est clair, d'ailleurs annoncé dans Action Publique 2022 - CAP 22 : il s'agit de mettre l'enseignement au service du patronat. L'arsenal tous azimuts de Blanquer qui va de la maternelle à l'université y

pourvoit. Les enseignants soutenus par les parents multiplient grèves et manifestations.

- « **Certains progrès ont été accomplis...**(comme) **la modération de l'évolution du salaire minimum** » et « **l'amélioration de l'accès au marché du travail et renforcement de l'égalité des chances** ».
- Les réformes El Khomri, les ordonnances Macron... ne suffisent toujours pas, les salaires, le SMIC, sont toujours trop élevés.

Les « lignes directrices pour l'emploi » de l'UE contre le CDI, les statuts, la Sécu.

Les États membres devraient faciliter la création d'emplois de qualité, notamment en **réduisant les obstacles à l'embauche**, en favorisant **l'entrepreneuriat responsable et le véritable travail indépendant...** en soutenant la création et la croissance des **microentreprises et des petites entreprises**. Les Etats membres devraient encourager ces **formes de travail innovantes** qui créent des possibilités d'emploi de qualité (!!!).

Il convient que la fiscalité pèse moins sur le travail et davantage sur d'autres sources d'imposition moins préjudiciables à l'emploi (c'est-à-dire continuer à **diminuer les cotisations sociales « patronales » et les reporter sur les ménages**. C'est ce que fait Macron)

- Réduire les « *formalités administratives des entreprises* » (référence à plusieurs lois dont la loi Pacte qui va bien au-delà de « formalités », incluant des privatisations, l'extension de fonds de pension, la fusion de la CDC – Caisse Des Dépôts – et de la Poste... en un groupe bancaire sous contrôle de la BCE...)
- « *Des mesures de simplification du système fiscal ont été engagées* »
Il s'agit des multiples avantages aux entreprises et aux spéculateurs, de la « flat tax », de l'ISF, de la baisse de « charges » sociales... qui ont toutes la faveur de l'Union européenne.
- « **Dans les domaines de la santé et des retraites, des réformes systémiques ont été annoncées pour 2019** ». Exact, elles sont en cours, fortement encouragées par la CE ; voir https://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/Bulletin_RESO_-_Janvier_2019.pdf :
- lois et surtout ordonnances Ma santé 2002, réforme à points des retraites, réforme de la

dépendance, casse de la Sécurité Sociale. Pour Emmanuel Macron il s'agit de « mettre la protection sociale au service de l'économie » à l'inverse de la Sécurité Sociale d'Ambroise Croizat qui la mettait au service de la population.

Malheureusement pour la CE il y a des domaines avec grave retard... mais c'est en cours

- **« Les économies projetées en matière de dépenses publiques, notamment dans le cadre du nouveau processus de revue des dépenses lancé en octobre 2017 (Action Publique 2022), n'ont pas encore été mises en œuvre ».**

Il s'agit de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et de réaliser 3 points de PIB - 70 milliards - d'économies d'ici 2022 sur les soi-disant « dépenses publiques »
http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/RESO_-_fevrier_2019-2.pdf.

Le projet de loi Dussopt de « transformation de la fonction publique », en cassant le statut veut à la fois s'en donner les moyens et privatiser un maximum de missions.

- **« Les investissements publics et privés doivent cibler de façon prioritaire les actions visant à renforcer la recherche et l'innovation, à faciliter la transition énergétique et climatique, à améliorer les compétences, à lutter contre le chômage et se préparer aux évolutions futures du travail, ainsi qu'à remédier aux inégalités dans le pays. »**

Un modèle de double langage habituel. Comment demander au privé d'investir pour « remédier au chômage... aux inégalités du pays » alors qu'on favorise les licenciements, qu'on renforce les inégalités ? La Commission européenne rencontre suffisamment de lobbys pour savoir que le but du privé... c'est uniquement le profit, la « valeur pour l'actionnaire ».

En réalité, il s'agit de demander à l'Etat de financer toujours davantage le privé. On demande d'ailleurs de plus en plus aux organismes publics de recherche, aux universités,... de travailler directement pour le privé, de faire des PPP.

Droit à l'expérimentation territoriale : « Une première depuis... Philippe Le Bel ! » (1268 - 1314)

Source : Gazette des communes.

Recul inouï vers la balkanisation de la République dans l'Europe des régions.

- **« Des entraves à la concurrence continuent de freiner l'activité dans le secteur des services ».** Après beaucoup d'autres, la réforme ferroviaire est votée, mais il reste encore des secteurs qui échappent à la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée », notamment les services publics. La « concurrence » recouvre l'exigence d'étendre le champ de la privatisation à tous les services

publics, soit en bloc, soit à la découpe par mutualisations, externalisations,...

- **« les taxes à la production demeurent élevées »**. Rien ne suffit jamais pour les actionnaires : il y a 200 milliards d'aides diverses, dont 70 milliards d'exonérations et exemptions de cotisations sociales. La CE au nom du patronat, demande de nouvelles baisses d'impôts : non seulement l'impôt sur les sociétés doit descendre en théorie à 25 % (moins en réalité), mais il faudrait aussi baisser la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises)... dite « taxes à la production » qui a déjà énormément baissé. N'est-il pas normal que les entreprises qui bénéficient des infrastructures participent à leur financement ? Faut-il en transférer encore plus sur les ménages ?
- Et il y en a qui s'étonnent du ras'l bol fiscal à l'origine du mouvement des gilets jaunes !
- **Pauvres actionnaires des banques ! « La rentabilité des banques demeure modeste au regard de leur coût du capital ».** S'ils sont trop malheureux il faudrait réfléchir à une réappropriation sociale.

Ceux qui pensaient que le **socle européen des droits sociaux** adopté le 17 novembre 2017 à l'unanimité des chefs d'Etat, dont Emmanuel Macron, est un progrès pour les salariés et retraités devraient être fixés. Pas sûr qu'ils le soient tous...

Remarques

- **Les recommandations sont parfaitement en phase avec la politique de Macron,**
- **Constat et solutions**

Tout n'est pas faux dans le constat de la Commission européenne. La France s'est énormément désindustrialisée. Les privatisations ont entraîné un retard dans tous les secteurs de pointe. Les inégalités sociales et régionales se sont accentuées - le « droit à la différenciation va les aggraver » - , la précarité a explosé, les services publics déjà privatisés ou en voie de privatisation / démantèlement pour beaucoup, ne sont pas ce qu'ils pourraient et devraient être...

Le problème c'est dans les solutions. Pour la Commission européenne pour rétablir l'économie, une meilleure « croissance potentielle », il faudrait réduire les salaires et les retraites de 20 ou 30 %, supprimer 1 million de fonctionnaires, voire davantage, ramener la Sécurité Sociale à un filet de sécurité pour pauvres...

En outre, comme on est dans la concurrence « libre et non faussée » il faudrait que les autres pays ne fassent pas de même, sinon on ne gagnerait pas en « compétitivité ». Or, tous les pays européens ont les mêmes recommandations.

- **C'est donc la nature de la construction européenne qui est en cause.**
Nous verrons les propositions des différentes formations politiques.
Macron n'a pas encore dévoilé son programme électoral, mais il s'est exprimé à la Sorbonne et au Capitole. Il est totalement en phase avec la CE. Il est même moteur. Pour lui la Commission européenne doit avoir un pouvoir de contrainte plus direct sur les États, notamment dans le domaine économique et social.
- **Comme les promesses électorales vagues ne suffisent plus à convaincre, les formations politiques devront jouer franc jeu. Elles devront montrer par quels moyens concrets, ou à quelles conditions, elles pourront le tenir. Sinon ce sera perçu comme de nouvelles promesses qui n'engagent que les naïfs de**

moins en moins nombreux qui y croient, et à la longue ça mine la démocratie.

Déclaration de la CES sur le Semestre européen

...« L'élaboration de la politique économique européenne évolue lentement dans la bonne direction, rompant ainsi avec l'importance calamiteuse et exagérée précédemment accordée à l'austérité et à la modération salariale. Il reste cependant du chemin à parcourir à l'UE pour redresser la situation. L'un des principaux obstacles pour y parvenir est le fait que certains gouvernements nationaux échouent à impliquer employeurs et syndicats de manière appropriée dans le processus. »....

ON NE VEUT PAS
TRAVAILLER PLUS
ON VEUT ARRÊTER
DE GAGNER MOINS

LES BRAS M'EN TOMBENT

Que cache la proposition Darmanin de suppression de la redevance audiovisuelle?

Monsieur Darmanin confirme qu'il veut supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique d'ici 2022.

L'arsenal de lois pour y parvenir est en cours de vote (sauf pour les retraites : la contre-réforme dite « Grand âge », qui achève la Sécu. Trop risquées, elles sont reportées... après les européennes).

Simultanément il propose de supprimer la taxe d'habitation (plus de 3 milliards).
Générosité ? Non, machiavélisme !

Monsieur Darmanin a « oublié » de rappeler, qu'avec Monsieur Macron, il veut économiser 60 milliards sur la fonction publique, la Sécurité Sociale, explosées, privatisées...

Il applique les conseils des milieux financiers les plus libéraux : pour faire passer la pilule, éviter les mobilisations, il faut lâcher quelques fausses compensations. On les récupèrera au décuple ensuite !

SERVICES PUBLICS

Nous revenons à l'horizon des prochaines élections européennes sur la question des services publics et de l'Europe

Michel Jallamion, président de la Convergence de défense et de développement des Services publics s'exprime d'abord sur le rapport établi suite à l'audit effectué par Marie Pierre Vieu, MC Vergiat et Pierre Bauby au Parlement européen.

Dans le 2nd, il se centrera plus sur les rapports entre Services publics et l'Etat et les collectivités locales.



Merci car ce rapport démontre où nous mène la concurrence libre et non faussée portée par les gouvernements libéraux de l'Europe. Malgré des disparités la tendance est claire : passage de monopoles publics à des oligopoles privés, précarisation des conditions de travail, remise en cause de l'accessibilité et de l'égalité de traitement, augmentation des tarifs y compris des prix régulés, etc. Aujourd'hui ces conséquences ne sont pas pour rien dans la révolte populaire que connaît la France.

Face à celle-ci le gouvernement Macron Philippe fait part d'un cynisme effroyable : non content de libéraliser le rail, de privatiser les aéroports, l'orientation de nos enfants, l'ONF, dans sa lettre aux Français, Macron demande à ce que l'on indique les services publics à détruire ! Comme s'il n'y avait pas assez de maternités, d'hôpitaux, de bureaux de Poste, de gares, de classes qui ferment jour après jour.

Outre la révolte actuelle, des combats d'importance sont menés parfois à l'initiative d'organisations syndicales associatives ou politiques, parfois d'élus, parfois de mobilisations citoyennes.

Il faut continuer ses combats car si la poste Lachambaudie du 12^{ème} à Paris est restée ouverte, si l'ARS a renoncé à la fermeture de la maternité de Mayenne, si l'ensemble des bureaux de Poste ne sont pas transformés en points de contact aux supermarchés, etc... c'est bien grâce à la mobilisation des citoyens, qu'ils soient usagers, personnels ou élus.

Nous devons résister. Résister, c'est empêcher le pire mais aussi préparer le meilleur. Pour les services publics nous devons donc partir à leur reconquête de façon convergente : usagers-personnels-élus & organisations syndicales-associatives et politiques.

Les services publics sont le socle de notre République car ils permettent l'accès aux droits. Les services publics ne sont donc pas un coût mais une richesse incommensurable.

Ils sont d'ailleurs un des principaux facteurs d'investissement, d'innovation, de recherche, leur accessibilité et leur qualité sont la première raison d'implantation des entreprises.

Outre le renforcement de l'existant : hôpitaux, justice, police, éducation, inspection du travail etc, etc. il nous faut revendiquer **la création de nouveaux services publics** : du logement, de la petite enfance, de l'eau, de l'informatique, de l'alimentation, de l'agriculture, de l'écologie et du développement durable, de l'égalité et particulièrement l'égalité femmes-hommes.

Il s'agit d'innover. Non pas faire ce qu'a fait le CNR. Mais faire *comme* le CNR : inventer des outils pour notre époque et pour notre peuple.

Ainsi, il nous faut trouver les moyens de faire interagir et œuvrer en complémentarité le tissu **associatif, l'économie sociale et solidaire et les services publics**. Je salue à ce propos l'excellent passage sur les communs du rapport.

Il faut démocratiser nos services publics. Les usagers, les personnels et les élus locaux doivent pouvoir contrôler mais également faire partie du processus décisionnel.

Il n'est pas normal que la gestion des élus soit soumise au contrôle de la Cour des comptes et que la **gestion et l'effectivité des services publics ne soient pas soumises, elles, au contrôle des élus locaux sur leur territoire.**

Pour réussir les services publics du 21^{ème} siècle il faut partir des besoins, voir le coût effectif nécessaire et ensuite procéder à l'arbitrage politique. Qui peut mieux que les élus locaux être au contact des habitants afin de référencer leurs besoins ?

SERVICES PUBLICS

Enfin beaucoup de collectivités territoriales manquent de moyens pour s'imposer face aux multinationales. Il faut donc une complémentarité entre services publics nationaux qui pourraient épauler, fournir des moyens techniques, financiers et humains aux collectivités territoriales. Je pense notamment à l'eau, au logement, à la petite enfance. Pour tout cela et pour beaucoup d'autres choses- notamment l'aménagement du territoire, le statut pour le personnel- il nous faut des élus fer de lance d'une lutte de reconquête de nos services publics au niveau local, national et bien sûr au niveau européen. Tous les peuples y ont intérêt.

Alors merci aux élus, aux syndicalistes et universitaires qui mènent ce combat et qui, je l'espère, participeront avec nous à l'implantation de collectifs locaux pour la défense et le développement des services publics nécessaires. Encore merci à MC Vergiat, Marie-Pierre Vieu et Pierre Bobby pour ce bel outil de combat forgé pour l'utilité de toutes et tous.

État et collectivités : comment faire vivre les services publics sur tout le territoire ?

Le service public est une revendication centrale des gilets jaunes, des mobilisations citoyennes (postes, gares, écoles, hôpitaux, maternités...), et syndicales (pôle emploi, CPAM, CIO, éducation, La Poste, finances publiques, SNCF, santé, ONF, etc.).

Le gouvernement n'aura pas réussi à faire s'opposer ces mouvements ni à empêcher la présence de l'exigence du service public dans les conclusions du grand débat.

Cependant, il continue de dérouler le rapport CAP 22 (fin des services publics, de la Sécurité sociale, des solidarités) et à fermer les services publics de proximité. Il oblige aussi les collectivités locales à restreindre leurs dépenses bien qu'elles représentent 75% des investissements publics.

Les menacer c'est fragiliser notre économie, l'emploi. C'est fragiliser encore plus les services publics locaux - expression de la solidarité communale et associative - qui essaient de pallier le désengagement sans fin de l'Etat. C'est vouer

à la paupérisation et à la désertification des pans entiers de notre territoire et de nos concitoyens.

Dernière attaque en date: celle du statut de la Fonction publique. Or, comme celui des cheminots, il est avant tout une protection pour les citoyens. Il permet que les fonctionnaires agissent pour l'intérêt général non pour des intérêts financiers : un agent des impôts doit rembourser les sommes indues, un agent SNCF refuser de conduire un train s'il y a un problème de sécurité pour l'utilisateur... Peu importe que cela soit rentable ou non !

L'idée du gouvernement est de faire subir à la Fonction publique le même choc qu'ont connu les services publics avec la notion européenne de service universel : l'entreprise délégataire qui assume le service public le considère désormais comme un coût non plus comme sa raison d'être ! Loin d'être neutre, la

construction européenne libérale a contribué à la destruction de nos services publics rendant importante l'échéance qui se profile.

Nous assistons donc à une triple destruction : celles de la proximité, des missions et de la qualité.

Face à cela il faut que les usagers, les personnels et les élus se mobilisent. C'est souvent le cas au niveau local mais pour être efficace c'est désormais au niveau national que la riposte doit avoir lieu. Pour cela il est impératif que l'ensemble des organisations syndicales, associatives et politiques progressistes puissent se mettre d'accord sur les conditions d'une multiplication de collectifs locaux de défense, de développement et de démocratisation des services publics. Cela afin d'agir efficacement, référencer les luttes, servir de lanceur d'alertes, aider nos concitoyens à faire valoir leurs droits et surtout créer du débat public entre usagers, personnels et élus. Nous devons sortir de l'entre-soi pour pouvoir entraîner

dans notre sillage et ainsi créer les conditions de grandes mobilisations nationales unitaires et citoyennes.

Il est temps de revendiquer la réimplantation de nos services publics dans les territoires, un retour au public et une gestion démocratique. Il est temps d'exiger de nouveaux services publics (logement, égalité femmes-hommes, écologie, alimentation, communication et d'Internet...) correspondant aux besoins du 21^{ème} siècle. Nous pouvons nous appuyer sur les nouvelles technologies pour les référencer et les satisfaire plutôt que pour déshumaniser nos services publics et raréfier leur implantation.

Encore faut-il qu'une volonté politique existe. Encore faut-il que nous convergions, tous ensemble pour l'exiger.



ÉCOLES EN DANGER

COUP DE GUEULE

VIVE LE 1ER MAI !

Par Charles LABATIE

Ce 1er mai a été d'une ampleur inédite et pouvait démontrer l'alliance entre gilets jaunes et rouges, blouses blanches, stylos rouges, robes noires... Donc le gouvernement était à la recherche du moindre incident pour le monter en épingle afin d'étouffer cette réussite : sinon, comment expliquer que malgré les risques d'être pris entre deux feux (les black blocks et les CRS) autant de personnes se soient déplacées pour ce 1er mai ? Alors « qu'ils ne sont plus que quelques milliers chaque samedi » ? Alors qu'il y a « une défiance des Français vis-à-vis des organisations syndicales » ?

Alors que le vrai choix (on vous le répète 24h/24h à la télé !) est entre Macron et les fachos et que le reste est quantité négligeable ?

Bon, ceci dit, il faut le comprendre, notre gouvernement. Vous insultez copieusement les manifestants durant des semaines tout en les minorant (« quantité négligeable»), vous les assimilez aux casseurs pour les discréditer, vous leur faites peur en promettant que ce défilé va être un enfer sur terre... et ils viennent quand même ! Pire, vous les bloquez pendant plusieurs heures, vous les empêchez de manifester, vous balancez (sans raison, je l'ai vu) des lacrymogènes et ... ils restent stoïques !!!

Sans rien casser ! Alors, qu'à cela ne tienne on envoie quelques lacrymos sur le carré de tête (je ne sais même pas s'ils avaient osé en 68 !) ... et au lieu de tout casser, ils s'en vont et pondent un véritable brulot en communiqué...

Donc il faut comprendre ce pÔvre Castaner, lui qui avait tout fait pour que la manifestation dégénère et soit un échec ! C'est de leur faute aussi aux manifestants ! Si au

lieu de donner des muguettes aux pompiers en scandant « Tout le monde aime les pompiers ! », ils leurs avaient balancé quelques caillasses, il n'aurait pas été obligé à de telles extrémités !

Et là, que voit-il aux sur son télex ? Une occasion en or : la Pitié Salpêtrière attaquée ! Extra !

Enfin ! Voilà de sympathiques black blocks prêts à permettre à l'exécutif de se draper à nouveau des couleurs de la République. Et hop ! Un petit tweet et le tour est joué : « Des manifestants ont attaqué un hôpital. Un hôpital. On a agressé le personnel soignant. On a blessé un policier »,

Mais bon le problème, c'est que Castaner n'avait pas pensé que les restrictions budgétaires permettaient encore aux soignants d'avoir des téléphones portables ! Très rapidement, la vérité éclate au grand jour.

Que s'est-il vraiment passé ?

Des manifestants – des manifestants, pas des black blocks, pas spécialement des « gilets jaunes » non plus - pris en tenaille entre 2 charges de CRS se sont précipités dans une contre-allée de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour échapper aux gaz lacrymogènes et aux coups des forces de police. Aucun dégât, ni matériel ni humain ! Mais des soignants et des manifestants qui se comprennent comme en témoigne la vidéo. Au lieu de s'arrêter là, Castaner tente une dernière manipulation en allant voir un policier hospitalisé à la Salpêtrière sous entendant qu'il a été blessé à cette occasion !

Voici comment, après l'affaire Benalla, on aboutit à un mensonge gouvernemental de plus ! Ces gens-là sont la lie de la République.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS